

L'état de la Fonction Publique d'Etat

De quelle société voulons-nous ?

De quels services publics avons-nous besoin ?

De quelle politique de l'emploi public avons-nous besoin ?

Afin d'apprécier vos réponses, voici quelques réflexions et éléments d'information à la suite de la publication du « Rapport annuel sur l'état de la Fonction Publique 2010-2011 » (chiffres jusqu'en 2009).

Il convient au préalable de rappeler que les seules dépenses de l'Etat en augmentation sont celles liées à la politique fiscale et aux exonérations dont bénéficient les entreprises. La politique fiscale du gouvernement pour les particuliers vise à effacer toute trace de progressivité et à privilégier les revenus du patrimoine plutôt que ceux du travail (en bref : baisse de l'ISF et maintien des niches fiscales face aux suppressions des niches sociales et à la réduction du nombre de tranches de l'impôt sur le revenu). Quant à la fiscalité des entreprises, rien n'est fait pour développer l'emploi et protéger les salariés, seule l'idée de protéger les bénéfices de l'entreprise et la « rémunération » des actionnaires prévaut. Le gouvernement a choisi son camp, celui du patrimoine, d'où la précarisation accrue des salariés, les délocalisations, les attaques contre la protection sociale.

La CGT fait le pari que sans politique salariale et sociale volontariste, les comptes des entreprises continueront à dégringoler, la fracture sociale deviendra gouffre ...

Les effets des politiques libérales, plus communément appelées aujourd'hui « d'austérité », sur la fonction publique d'Etat sont officiellement les suivants :

- Pour l'emploi, suppression de postes et précarisation.**

De 2003 à 2009, 180 000 emplois ont été supprimés dans la fonction publique d'Etat (FPE), 150 000 entre 2007 et 2009 (2007, ça vous dit quelque chose ?!).

La part des non-titulaires passe de 14,6 % en 1998 à 16,8 % en 2009 dans l'ensemble des trois fonctions publiques.

Nous assistons actuellement à la création d'établissements publics où le taux d'emplois non-titulaires atteint 66% des effectifs globaux. **Pour la seule année 2009, l'Etat a perdu 76500 emplois, dont 55600 dans l'enseignement, du fait du non-remplacement des agents et du transfert d'agents vers des Etablissements Publics Administratifs (EPA)** comme les universités (loi sur l'autonomie des universités) ou Pôle Emploi. Ces EPA permettent d'attaquer le statut de fonctionnaire d'Etat en se défaisant de missions de service public auprès de structures juridiques pouvant recruter comme bon leur semblent. En conséquence, les EPA ont vu, cette année là, leurs effectifs augmenter de 47 000 agents non-titulaires de la FP.

Pour la petite histoire, le Sénat et l'Assemblée Nationale sont des Autorités Constitutionnelles et peuvent à ce titre recruter des contractuels de droit public ... et de droit privé.

Malgré la crise, on continue donc de scier la branche sur laquelle la bonne santé de la France reposait, 30 000 suppressions de postes sont prévues pour 2012 dans la Fonction Publique d'Etat.

La FPE : 2.39 millions d'agents – 28% ont plus de 50 ans – l'âge moyen est de 41.6 ans – 52% sont des femmes. Le rapport fait le constat que le nombre de départs à la retraite est inférieur aux prévisions. CQFD : on ne peut baisser le niveau de vie des agents, en activité ou non, et croire que cela ne changera rien aux départs en retraite ... c'est vraiment penser que les agents sont plein aux as et ne pensent qu'à rien foutre ... hallucinant !

- **Sur les salaires, le rapport nous indique que le salaire annuel moyen a augmenté de 1.8% dans la FPE.**

Derrière l'effet d'aubaine pour la communication gouvernementale anti-fonctionnaire, deux raisons à cette augmentation, selon le rapport :

- **L'évolution des effectifs joue sur la moyenne des traitements :**

Nous vieillissons du fait du choix de ne pas remplacer un départ à la retraite sur deux (un tiers des agents de l'Etat a plus de 50 ans) ;

et le repyramidage de la FPE sur les catégories A et A+ (49.6% de l'effectif global de la FPE en 2009) ne font pas jouer la moyenne à la baisse. On peut le constater avec l'annonce des suppressions d'emplois pour 2012 à la DGFIP et à la DDFIP de l'Isère. Avec le recentrage catégoriel continu depuis 2009, il semble certain que les catégories A et A+ sont aujourd'hui majoritaires dans la FPE.

- **L'augmentation de la part aléatoire des salaires** (Sur le fond, le risque important de variation de cette part aléatoire se heurte au besoin, légitime, d'avoir une vision claire de notre budget sur le long terme. De plus, au moment du départ en retraite, la chute de revenu est amère) :

Par la « dynamique toujours soutenue » (dixit le rapport) des **heures supplémentaires**, notamment chez les enseignants ;

Par la garantie individuelle de pouvoir d'achat (**GIPA**) dont la CGT a toujours dénoncée le caractère anti-statutaire et son application totalement inéquitable (l'argent va à l'argent dans ce modèle de société ...) ;

Par l'augmentation du poids des **primes** ;

Et enfin comble du comble, on nous annonce que le revenu net des agents augmente par le **monnayage des jours de congés**. Pour maintenir notre niveau de vie il faut vendre nos jours de congés ... et le gouvernement gèle tranquillement le point d'indice ... et le gouvernement communique sur la hausse du revenu des « fonctionnaires » ...

La CGT refuse que nos dirigeants jouent la rémunération des agents sur des droits gagnés grâce aux sacrifices de nos illustres pionniers. Le temps libre a un sens. Et il ne doit pas être mis en balance avec le niveau de vie des agents. Le point d'indice doit être augmenté. Les primes doivent être incluses dans le traitement ... Nos dirigeants semblent avoir perdu tout sens moral à force de ne voir que des livres de comptes et de courber l'échine devant des chiffres et des lettres.

NOUS NE PAIERONS PAS LEUR CRISE.

INDIGNONS-NOUS !

MOBILISONS-NOUS !